



**PRÉFET  
DE LA MARNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Grand Est**

Unité départementale de la Marne  
Parc Technologique Henri Farman  
10 rue Clément Ader  
51100 Reims

Reims, le 11/07/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 27/06/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **ENTREPRISE CHARLES MORONI**

60 boulevard du Val de Vesle  
ZI Sud Est  
51500 Saint-Léonard

Références : D1 c 2025-642

Code AIOT : 0005704511

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/06/2025 dans l'établissement ENTREPRISE CHARLES MORONI implanté La Pièce d'Isle (Z64, Z65), les Terres Plates (Z49, Z50) 51300 Cloyes-sur-Marne. L'inspection a été annoncée le 19/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Cette visite s'inscrit dans le cadre de l'action régionale "remblayage carrière", l'objectif étant pour le service de l'inspection de vérifier le caractère inerte non dangereux des déchets servant au remblayage et de s'assurer que les codes déchets utilisés soient ceux autorisés par l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ENTREPRISE CHARLES MORONI
- La Pièce d'Isle (Z64, Z65), les Terres Plates (Z49, Z50) 51300 Cloyes-sur-Marne
- Code AIOT : 0005704511
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'AIOT est l'exploitation d'une carrière de sable en nappe alluviale sur la commune de Cloyes-sur-Marne d'une surface exploitable de 5 ha et 3 a.

#### Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
5	Surveillance des eaux souterraines	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Demande d'action corrective	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Contrôle visuel	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7	Sans objet
2	Justification du caractère inerte	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet
3	Document d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5	Sans objet
4	Registre et plan de remblayage	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Aucune anomalie majeure n'a été constatée par le service de l'inspection.

Les documents présentés sont correctement tenus, et mis à jour.

Néanmoins, il a été rappelé à l'exploitant son obligation de positionner le réseau de piézomètres avant le remblayage de la parcelle au lieu dit "les terres plates" et de compléter GIDAF.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Contrôle visuel**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 7
--

<b>Thème(s) :</b> Autre, Acceptation des déchets extérieurs
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>"Avant d'être admis, tout chargement de déchets fait l'objet d'une vérification des documents d'accompagnement par l'exploitant de l'installation.</i></p> <p><i>Un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à l'entrée de l'installation et lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchet non autorisé."</i></p>
<b>Constats :</b> <p>La méthodologie de l'admission des déchets sur site est la suivante :</p> <p>Lors de l'arrivée sur la station de transit, le camion est pesé, le chauffeur remet à l'exploitant le bordereau de suivi (ou la lettre de voiture) sur lequel est précisé notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le producteur de déchet ;</li> <li>- l'entreprise de transport ;</li> <li>- le lieu du chantier ;</li> <li>- le code déchet ;</li> <li>- la référence de la déclaration d'acceptation préalable (DAP).</li> </ul> <p>Une fois le document contrôlé, le camion peut alors aller sur site pour décharger ses déchets inertes. Une personne est toujours présente au lieu de déchargement pour réceptionner les camions et vérifier le contenu afin de s'assurer de la conformité du déchet.</p> <p>Ensuite, le camion repasse sur la pesée afin de récupérer son bordereau de livraison et connaître avec exactitude le tonnage, ce qui permet de mettre à jour le registre des déchets et de fait, le tonnage restant à livrer.</p> <p>L'exploitant a transmis au service de l'inspection les registres d'admission des déchets depuis 2022.</p> <p>Seul le code déchet 17 05 04 "terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse" est admis pour le remblayage.</p> <p>Le service de l'inspection s'est rendu sur la parcelle en cours de remblayage au lieu-dit "la pièce d'Isle" et n'a pas constaté de manière visuelle d'autres déchets inertes que le code 17 05 04.</p> <p>Les déchets admis sont conformes au registre transmis par l'exploitant.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Justification du caractère inerte**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Caractérisation des déchets
<b>Prescription contrôlée :</b> <p><i>"Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li><i>- qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ;</i></li> <li><i>- que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ;</i></li> <li><i>- que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à</i></li> </ul>

*l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante.*  
*Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II"*

**Constats :**

L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que lors de chaque déclaration d'acceptation préalable (DAP), les analyses sur la lixiviation étaient systématiquement demandées au producteur de déchets.

Le service en charge de l'analyse des DAP s'assure, avant validation de l'acceptation des déchets, que les paramètres du test de lixiviation restent sous les valeurs limites de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

Il est à noter que les petits producteurs de déchets ont la possibilité de les déposer sur un des sites de l'exploitant à Saint Léonard.

Dans le cas de ces petits producteurs, les tests de lixiviation n'étant que très rarement présents, l'exploitant réalise un prélèvement par échantillonnage et attend les résultats des analyses avant de transférer les déchets inertes sur les sites de remblayage.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Document d'acceptation préalable**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Traçabilité des déchets

**Prescription contrôlée :**

*"Avant la livraison ou au moment de celle-ci, ou lors de la première d'une série de livraisons d'un même type de déchets, l'exploitant demande au producteur des déchets un document préalable indiquant:*

- le nom et les coordonnées du producteur des déchets et, le cas échéant, son numéro SIRET;*
- le nom et les coordonnées des éventuels intermédiaires et, le cas échéant, leur numéro SIRET;*
- le nom et les coordonnées du ou des transporteurs et, le cas échéant, leur numéro SIRET;*
- l'origine des déchets;*
- le libellé ainsi que le code à six chiffres des déchets, en référence à la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement;*
- la quantité de déchets concernée en tonnes.*

*Le cas échéant, sont annexés à ce document les résultats de l'acceptation préalable mentionnée à l'article 3. Ce document est signé par le producteur des déchets et les différents intermédiaires, le cas échéant. La durée de validité du document précité est d'un an au maximum.*

*Un exemplaire original de ce document est conservé par l'exploitant pendant au moins trois ans et est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Lorsqu'elles existent, les copies des annexes sont conservées pendant la même période."*

**Constats :**

Suite à cette visite, le service de l'inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre trois DAP, présentes dans les registres et choisies par échantillonnage, sur 2022, 2024 et 2025. Ainsi

que les résultats des tests de lixiviation joints à ces demandes.

Les informations suivantes sont présentes sur les DAP :

- Nom et coordonnées du producteur des déchets ;
- Nom et coordonnées de l'intermédiaire ;
- L'origine des déchets ;
- La quantité des déchets en tonnes ;
- Le code déchet à six chiffres.

Il est à noter qu'un cadre "analyse" est présent sur ces DAP précisant la date de réception ainsi que la conformité des résultats.

L'exploitant a indiqué au service de l'inspection que la DAP ne peut être validée que si les résultats du test de lixiviation sont inférieurs aux valeurs limites de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 12/12/2014.

**Type de suites proposées :** Sans suite

#### N° 4 : Registre et plan de remblayage

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III

**Thème(s) :** Autre, Traçabilité des déchets

**Prescription contrôlée :**

*"Les apports extérieurs de déchets sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des déchets à leur destination.*

*L'exploitant tient à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des déchets ainsi que les moyens de transport utilisés. Il tient à jour également un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre précité.*

*[...]"*

**Constats :**

Le registre des déchets transmis en amont de l'inspection est régulièrement complété à chaque livraison et toutes les rubriques devant y figurées sont présentes.

Néanmoins, dans un souci de traçabilité, le service de l'inspection propose à l'exploitant de rajouter deux colonnes :

- Le numéro de DAP, afin de rappeler l'accroche contractuelle de la livraison ;
- Le numéro de bordereau de livraison.

Le service de l'inspection a pu également constater l'existence du registre de refus.

Les refus sont visualisés en rouge sur le registre des déchets, et un rapport de non-conformité est rédigé par l'exploitant.

Le jour de la visite, l'exploitant a remis à l'inspection la copie des documents d'un refus qui s'est produit le 05/10/2022.

Par ailleurs, l'exploitant a remis à l'inspection les plans mis à jour en décembre 2024. Le plan de carroyage figure sur le plan de la parcelle au lieu-dit "La pièce d'Isle".

Le service de l'inspection a vérifié par échantillonnage la cohérence entre certains secteurs de remblayage indiqués dans les registres et les carreaux remblayés sur le plan.

Aucune anomalie n'a été constatée par le service de l'inspection.

<p>Il est à noter que lors du déplacement in situ, le service de l'inspection a relevé une non-conformité sur les parcelles au lieu dit "Les terres plates". Le plan de phasage de l'arrêté d'autorisation n'est pas respecté.</p> <p>Cependant, l'exploitant a déposé au guichet unique un "Porter à connaissance" modifiant les conditions d'exploitation et demandant également une prolongation de son autorisation. Ce dossier est actuellement en analyse par le service instructeur.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Surveillance des eaux souterraines

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 12.3 III</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Qualité des eaux souterraines</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>"[...]</p> <p><i>L'exploitant s'assure, au cours de l'exploitation de la carrière, que les déchets inertes utilisés pour le remblayage et la remise en état de la carrière ou pour la réalisation et l'entretien des pistes de circulation ne sont pas en mesure de dégrader les eaux superficielles et les eaux souterraines et les sols. L'exploitant étudie et veille au maintien de la stabilité de ces dépôts.</i></p> <p><i>L'arrêté d'autorisation fixe la nature, les modalités de tri et les conditions d'utilisation des déchets extérieurs admis sur le site. Il prévoit, le cas échéant, la mise en place d'un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines et la fréquence des mesures à réaliser."</i></p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En amont de la visite, l'exploitant a transmis au service de l'inspection les résultats des analyses qualitatives sur le réseau de piézomètres situé au droit du secteur en cours de remblayage au lieu dit "La pièce d'Isle". Ce réseau est constitué de 4 piézomètres Pz1 à Pz4.</p> <p>Les résultats font apparaître des valeurs au dessus des valeurs seuils pour les eaux souterraines, de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 17/12/2008 modifié, sur le mercure, l'aluminium, le fer total et les métaux totaux.</p> <p>Néanmoins, ces dépassements sont visibles sur les Pz4 et Pz5, situés en amont hydraulique de exploitation. Par conséquent, l'exploitant ne peut être à l'origine de ces dépassements déjà présents en amont du lieu dit "La pièce d'Isle".</p> <p>Concernant, les parcelles au lieu dit "Les terres plates", le service de l'inspection a constaté l'absence du réseau de piézomètres Pz1, Pz2 et Pz3.</p> <p>L'exploitant a contacté son prestataire lors de la visite et a indiqué que ces travaux seront réalisés au plus tard, en septembre 2025.</p> <p>Le service de l'inspection rappelle à l'exploitant son obligation réglementaire de mettre en place ce suivi des eaux souterraines, et de compléter GIDAF, conformément à son arrêté d'autorisation. En attendant la mise en place de ce réseau de piézomètres, l'exploitant s'engage à n'effectuer aucun remblai.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 6 mois</p>